Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **43 (1985)**

Heft 3

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Vers une économie anthropologique [1]

C'est dans le groupe des *hérétiques à la Schumpeter,* selon la terminologie de J. M. Albertini et A. Silem (1983), et plus particulièrement entre la *troisième voie* ou école française, bâtie sur les travaux de F. Perroux, et le *courant institutionnaliste* ou évolutionnaire américain, parti des études de T. Veblen, que peut être situé P. J. Bernard, auteur des *« Trésors de Cérès».*

La volonté de dépassement des limites de l'*économisme* — «le fait économique ne pourra être pleinement saisi par l'économiste que si celui-ci va au-delà de l'économie» (J. Poirier, 1959, cité en p. 51) — l'a amené à nous proposer une lecture différente de la «science de l'administration des ressources rares ayant des usages alternatifs» (L. Robbins, 1935, cité en p. 52): *l'économie anthropologique.* Pour P. J. Bernard, «il s'agit de faire apparaître, derrière les agencements de l'activité matérielle des hommes, la suite de ses déterminants et répondants, telle qu'elle ressort de la situation et des états de conscience de chacun» (p. 199).

Dans cette perspective, il tente de remettre en question l'école classique et néo-classique d'une part en se penchant sur les limites de la concurrence, qui oublie l'importance fondamentale de la sécurité pour les agents (p. 26), à laquelle ceux-ci répondent par la spécialisation (pp. 17, 78), liée à une hiérarchie sociale (p. 57) et porteuse de monopoles (p. 114); d'autre part en soulignant sur le simplisme (p. 140) et la partialité (p. 139) de l'hypothèse utilitariste et de sa base psychologique — l'*hédonisme* — parce qu'elles négligent la variété des désirs, projections, croyances, idéologies au sein d'une même — et à plus forte raison de diverses — sociétés historiquement et/ou géographiquement éloignées.

Ce faisant, P. J. Bernard n'atteint pas le fond du problème: l'*« Etat de nature»* sur lequel ces théories se fondent. Si, concernant la place de ce concept dans la théorie benthamienne, le débat est ouvert — voir les points de vue opposés entre J. A. Schumpeter (1983, p. 198) et L. Dumont (1976, p. 98/99) — les références d'Adam Smith à ce dernier sont par contre bien connues. La question est capitale puisque c'est cette formulation conceptuelle, conjointement à *l'atomisme newtonien, les états imaginaires de Descartes et l'individualisme de Locke,* qui a permis l'émancipation de l'économie vis-à-vis du politique et du moral: la naissance de *«l'économique»,* thèse centrale des *« Trésors de Cérès».*

L'appel à la déesse de la Terre et des Moissons du titre contient déjà les trois dimensions: *écologique, sociologique et symbolique,* explorées par l'auteur afin d'intégrer l'économique dans un contexte plus global. La première ou *base matérielle* — ressources et environnement — influencera, par le truchement de la démographie et des techniques, le système culturel, lui-même en relation avec le deuxième niveau qui représente *la mise en œuvre collective des*

[1] Philippe J. Bernard «Les Trésors de Cérès, fondements anthropologiques de l'économie», SEDES, Paris 1984

ressources — production, circulation, distribution — parallèlement à leurs formes sociales: hiérarchies, systèmes d'échanges, structures familiales, etc. — qui font le pont avec le troisième niveau appelé *symbolique,* composé d'un système politique et d'un système culturel — représentations collectives, aspirations, besoins — lui-même directement relié à la base matérielle: «ainsi le système entier se ferme sur lui-même» (p. 131).

Si, en traitant des relations à l'égard de la nature, P. J. Bernard a négligé le *fait entropique* (M. Georgescu Rœgen, 1971, 1976) qui aurait permis d'avoir une image plus complète relative aux constructions sociologiques et symboliques ainsi que de démontrer avec plus de force certaines *vérités physiocratiques* (p. 27), il accorde cependant une importance fondamentale au concept d'*«animal symbolicum»* de Cassirer (p. 145), défini par la capacité de l'homme à se représenter la réalité à travers des images, des représentations collectives, des grilles de lecture, qui le font agir non pas en réponse aux choses «en soi» mais plutôt en réaction aux idées. La question ici est aussi de découvrir les relations entre théorie et réalité: «les grandes œuvres de la philosophie ou de la sociologie politique exercent de leur côté des effets puissants, (...) ces représentations, œuvres, idées aideront en même temps à façonner les institutions, structures et pratiques sociales» (p. 166). Ceci nous rappelle ce qu'écrivait K. Polanyi au sujet du fondateur de l'économie politique: «on peut dire, rétrospectivement, qu'aucune interprétation erronée du passé ne s'est jamais révélée aussi annonciatrice de l'avenir» (1983, p. 72).

Ce système, écologie, sociologie, symbolique, sera guidé, selon P. J. Bernard, par trois hypothèses qui marqueront «une sorte de schéma de la façon dont les sociétés sont organisées et se transforment» (p. 193):

— La *correspondance:* «la transformation d'un trait de l'ensemble social a des chances d'avoir un répondant dans les changements affectant d'autres traits» (p. 193).

— L'*amplification:* grâce aux représentations et aux phénomènes symboliques «un événement, une structure vont se prolonger et s'amplifier dans la mémoire individuelle ou sociale» (p. 194).

— La *complication:* «tendance à la multiplication des structures et agencements composant l'ensemble social» (p. 195).

L'essai de dissipation du sentiment d'une certaine hiérarchisation des trois dimensions, écologique, sociologique et symbolique par ces trois dernières hypothèses, semble minimisé par la difficulté de l'auteur à se débarrasser du schéma *matérialiste,* laissant aux seules bases matérielles la prérogative d'exogénéité (p. 194) et sans vraiment remettre en discussion la dichotomie marxiste entre *infrastructure et superstructure* (pp. 53, 54). Le même flottement est présent par rapport au *darwinisme.* En effet, l'idée de complexité, étrangement proche de la notion biologique si bien critiquée par E. Morin (1977, p. 241) — en biologie, le développement «c'est le retour cyclique d'un passé et non la construction inédite d'un avenir», comme en socio-économie — va, chez P. J. Bernard, de pair avec une conception du développement assimilé à la croissance qui semble liée à la notion d'évolutionnisme et à l'idée d'une marche inexorable du monde vers un *«méga-Etat-nation-marché»* planétaire (G. Berthoud, 1982, p. 72). Ce dernier développement sera conduit grâce aussi aux effets positifs des *coûts comparatifs ricardiens* (pp. 60, 199) et de leurs prolongements néo-classiques (Hecksher-Ohlin-Samuelson), sans que l'auteur se préoccupe outre mesure de leur remise en question (H. W. Singer, 1950, R. Prebisch, 1950, A. Emmanuel, 1979, etc.).

En définitive, on aurait pu insister davantage sur le partage entre entités socio-économiques régies par le *marché autorégulateur* et celles dont l'intégration est liée à un système de *redistribution* ou de *réciprocité,* laissant ainsi franchir aux théories de Polanyi les limites du neuvième chapitre et permettant à P. J. Bernard de dépasser les derniers résidus du *darwinisme social* de H. Spencer afin de caractériser les pays non occidentaux non pas comme *sous* (pp. 28, 40, 41, 42, 133), *peu* (p. 50) ou *moins* (p. 104) développés, mais comme *différents.*

Travail aussi fondamental que difficile, celui de P. J. Bernard: le morcellement de la réalité en plusieurs facettes rend très délicate la reconstruction d'une vision plus globale, l'intégration des différentes lectures de la réalité au sens *«thomiste»*. La difficulté s'avère liée également aux faibles capacités de l'homme et de ses instruments à expliciter la rencontre au même instant et dans le même lieu de maintes variables non quantifiables.

La finalité dernière paraît donc bien être la recherche d'un moyen, le *macroscope* (J. de Rosnay, 1975), qui permette la compréhension de l'infiniment complexe: le passage d'une méthode analytique à une *approche systémique,* l'étude des relations dans et entre l'*écosphère* (écologie, économie) et la *noosphère* (conscience collective).

Effort très intéressant donc, pour une science qui tente de «rassembler et d'organiser les connaissances en vue d'une plus grande efficacité de l'action» (J. de Rosnay, 1975, p. 85).

Références

J. M. Albertini/A. Silem: «Comprendre les théories économiques», Paris, Editions du Seuil, 1983, 2 vol.

G. Berthoud: «Plaidoyer pour l'Autre», Genève, Droz, 1982.

L. Dumont: «Homo aequalis», Paris, Gallimard, 1977.

A. Emmanuel: «L'échange inégal», Paris, Maspero, 1979.

N. Georgescu Roegen: «The entropy law and the economic process» London, Harward University Press, 1971. «Energy and Economic myths», New York and Oxford, Perganon Press, 1976.

E. Morin: «Le développement de la crise du développement» dans Candido Mendès. Le mythe du développement, Paris, Editions du Seuil, 1977.

K. Polanyi: «La grande transformation», trad. franç. Paris, Gallimard, 1983.

R. Prebisch: «The Economic development of latin America», New York, 1950.

J. de Rosnay: «Le macroscope», Editions du Seuil, Paris, 1975.

J. A. Schumpeter: «Histoire de l'analyse économique», trad. franç., Paris, Gallimard, 1983, 3 vol.

H. W. Singer: «The distribution of gains between investing and borrowing countries» The American Economic Review, mai 1950, vol. XL number 2, p. 473.

RENÉ CHOPARD,
assistant diplômé, Ecole des HEC, Université de Lausanne.

La caisse de pensions du point de vue économique[1]

Le but de cet ouvrage est d'examiner l'influence économique sur la prévoyance professionnelle. L'ouvrage comprend deux parties:

I. Le marché de la prévoyance professionnelle en tant que partie intégrante du marché du travail.

II. Influences de conditions environnantes institutionnelles et juridiques sur le marché de la prévoyance professionnelle.

La première partie examine les facteurs pouvant influencer l'offre et la demande sur le marché de la prévoyance professionnelle. La demande découle du besoin d'une sécurité sociale des travailleurs. Ce besoin dépend du salaire, de l'âge et de l'espérance de vie. L'offre se fait par l'employeur qui accorde, en échange d'une partie du salaire, une prévoyance professionnelle. Si l'institution de prévoyance a été constituée facultativement, la partie de la cotisation fournie par l'employeur doit être considérée comme une partie intégrante du salaire.

A l'aide du principe de l'utilité mutuelle d'un échange volontaire, emprunté à la théorie des prix, l'auteur montre que les institutions de prévoyance, constituées jusqu'ici sur une base facultative, présentent un avantage tant pour les travailleurs que pour les employeurs. Une constatation importante est la forte dépendance du marché de la prévoyance professionnelle avec le marché du travail. L'auteur justifie, notamment par un raisonnement non actuariel, l'échelonnement des cotisations. Il pense que celui-ci correspond au besoin des travailleurs.

Dans la deuxième partie, l'auteur examine de plus près les allégements fiscaux, le libre passage, les créances de l'employeur envers l'entreprise et la politique de placement. Une comparaison des bases fiscales de la prévoyance professionnelle avec celles d'autres alternatives de l'épargne est en faveur de la prévoyance professionnelle. La réglementation actuelle du libre passage entraîne pour le travailleur une perte à chaque changement d'emploi. Ceci favorise la durée moyenne de l'emploi, ce qui a comme effet d'augmenter le rendement des travailleurs du point de vue de l'employeur. A l'aide de méthodes mathématiques, l'auteur analyse le rendement à long terme de différents modes de placements. Les résultats sont les suivants:

Rendement *réel* moyen par année pour différentes périodes de placement

Périodes de placement	Obligations	Formes de placements		Actions
		Hypothèques	Fonds immobilier	
1942-1979	1.2	1.4	2.9	7.1
1950-1979	1.0	1.2	2.9	6.9
1960-1979	0.9	0.6	2.2	3.2
1970-1979	1.6	0.5	4.1	3.5

[1] Ernst Rätzer: *Die Pensionskasse aus ökonomischer Sicht. Der Markt für privatwirtschaftliche Personalvorsorge unter dem Einfluss der bisherigen und zukünftigen Gesetzgebung,* Paul Haupt, Bern, 1983.

Ces chiffres montrent que les placements en actions et en fonds immobiliers constituent la meilleure garantie à long terme pour le maintien de la valeur réelle. Le rendement des actions supérieur à la moyenne des autres formes de placement varie cependant beaucoup suivant le laps de temps considéré.

Le travail de Rätzer incite le lecteur à se pencher sur un problème de grande actualité.

HANS U. GERBER